



# Etat Major des Armées – EMA

## Comité Social d'Administration de Réseau – (CSA-R)

### Déclaration Liminaire et Compte rendu

Balard, 23 avril 2025

Le **premier Comité Social d'Administration Réseau (CSA-R) de l'année 2025** s'est tenu sous la présidence du **Général CRACH**. Cette réunion a rassemblé les représentants de l'administration, des organisations syndicales et des experts afin d'aborder plusieurs sujets majeurs liés aux ressources humaines et aux transformations structurelles de l'EMA.

L'UNSA Défense était représentée par :

**E. BARRERE, B. SIMON, JP. CIESLARCZYK, S. RICHARD, L. GRAND**

Après un rappel du contexte et des enjeux actuels, l'ordre du jour a été présenté et structuré autour des points suivants :

#### **ORDRE DU JOUR**

Ce CSA-R EMA s'est déroulé avec l'ordre du jour suivant :

- 1) Désignation du secrétaire-adjoint.
- 2) Accueil des nouveaux membres désignés par les organisations syndicales.
- 3) Approbation du procès-verbal de la séance du 17 décembre 2024.
- 4) Point RH sur le plan de recrutement et les effectifs des services.
- 5) Point d'information sur les projets de textes d'organisation l'évolution de la fonction « géographie, hydrographie, océanographie, météorologie » et l'organisation de la CYBER DEFENSE.
- 6) Evolution de l'organisation de la fonction RH de proximité pour l'EMA PE.
- 7) Elaboration d'un recueil d'indicateurs sur le périmètre du CSA
- 8) Questions diverses.

#### **1) Introduction président et Propos Liminaire**

Le président de séance a ouvert ce CSA avec des mots de remerciement adressés aux ressortissants de la Défense pour leur engagement, tout en replaçant nos travaux dans un contexte international profondément bouleversé. Il a rappelé que nous traversons une période d'incertitude majeure, marquée par un basculement géopolitique qui remet en cause les équilibres hérités de l'après-Seconde Guerre mondiale. L'architecture de sécurité qui a prévalu pendant plusieurs décennies est désormais fragilisée par la montée des tensions, la





reconstitution de blocs, la remise en question du multilatéralisme, et l'émergence de nouveaux espaces de conflictualité.

Dans ce monde en recomposition, l'EMA se voit renforcé dans ses choix et ses orientations stratégiques. L'institution assume pleinement sa mission de préparation opérationnelle des forces, de pilotage des transformations, et de coordination interarmées.

Le président a également souligné que si l'allié historique demeure un partenaire puissant et sincère, la France ajuste ses positionnements pour répondre à la réalité mouvante de l'environnement stratégique, dans une logique d'autonomie, de cohérence et de résilience. L'Afrique, et l'Outre-Mer sont autant de zones d'attention stratégique dont l'EMA tient compte dans son action,

De même, la montée en puissance du Service Militaire Volontaire (SMV) mobilise l'EMA dans sa dimension interarmées pour accompagner la montée en charge de ce dispositif social et militaire à fort enjeu.

En conclusion, le président a insisté sur la nécessité d'une cohésion sans faille entre l'ensemble des composantes de la communauté Défense, civiles comme militaires, pour répondre aux défis présents et futurs. Dans cette dynamique, le dialogue social conserve toute sa place pour accompagner les transformations structurelles en cours avec sérénité et exigence.

### **Lecture des déclarations liminaires qui permettent de structurer la réunion et de poser les bases des discussions.**

L'**UNSA Défense** attend comme indiqué dans sa DL, consultable sur le lien suivant : <https://www.unsa-defense.org/wp-content/uploads/2024/04/DL-CSA-R-EMA-AVR25-VF.pdf>, des réponses claires sur :

- ✓ **Réorganisation des bases de défense (CICoS)** - L'UNSA Défense demande un point d'étape sur la nouvelle carte des BdD et la transmission du guide méthodologique promis par la DRH-MD.
- ✓ **Logement & Instruction 1136** - L'UNSA s'oppose à toute remise en cause des droits des agents civils déjà logés, rappelant les risques sociaux et l'absurdité d'une réforme en contradiction avec le calendrier de rénovation du parc.
- ✓ **PCRL - Réforme Agir Autrement avec l'Afrique** - L'UNSA réitère sa demande d'un accompagnement exemplaire pour les PCRL concernés par les réductions d'effectifs en Afrique de l'Ouest.
- ✓ **Projet CARTEC** - Des inquiétudes sont exprimées sur un possible ralentissement des recrutements à l'EMA, et une demande est faite concernant les impacts concrets du projet sur les fiches de postes.
- ✓ **RH de proximité EMA PE** - L'UNSA formule des réserves sur les deux scénarios proposés et se déclare prête à explorer des alternatives en lien avec les besoins de terrain.
- ✓ **Indemnitaire DMAé** - Face à la concurrence du privé, l'UNSA insiste sur la nécessité d'attribuer rapidement l'IMOMA et l'IFSE numérique aux agents concernés.
- ✓ **Avancements et valorisation à l'EMA** - L'UNSA déplore la stagnation des carrières et demande des mesures concrètes pour valoriser les parcours des agents de toutes catégories fonctionnaires et soutenir les agents contractuels.
- ✓ **Audit CGA & Masse salariale civile** L'UNSA Défense alerte sur les dangers d'un éclatement de la gestion RH et rappelle son attachement à l'unicité de pilotage par le SRHC.





## 2) Ressources humaines – Attractivité et fidélisation

Un constat partagé de perte de compétences et de volatilité accrue des postes de travail a été fait.

Les effets de mimétisme entre structures RH du ministère et pratiques du secteur privé sont relevés.

L'UNSA Défense a rappelé que l'attractivité doit s'accompagner d'une meilleure reconnaissance statutaire et indemnitaire.

## 3) Gestion des personnels civils de recrutement local (PCRL)

L'administration a remercié les organisations syndicales pour leurs contributions au suivi des PCRL dans le cadre de la réforme *Agir Autrement avec l'Afrique*. Un **redéploiement** et une **multiplication des plans d'accompagnement** sont prévus, intégrant :

- Une aide spécifique à la formation,
- Le recours à des contrats temporaires,
- Un appui via les structures SO-SLIM (mission annuelle).

Concernant les pays concernés :

- **Côte d'Ivoire** : la situation est jugée satisfaisante avec des accords identifiés, une proactivité sur site est relevée,
- **Gabon** : le contexte est maîtrisé malgré des élections en approche.

Sur le volet budgétaire, une enveloppe **de 10 M€** est mobilisée pour l'accompagnement des PCRL concernés. L'accent mis sur les **effectifs embarqués** et les redéploiements PCRL pour maintenir la capacité opérationnelle sur le littoral et en OME.

## 4) Logement – Instruction ministérielle 1136

L'UNSA Défense est revenue sur la **révision de l'instruction 1136**, dénonçant une **rupture du pacte de fidélité** vis-à-vis des agents civils.

Seuls **309 logements domaniaux** seraient directement concernés.

L'administration rappelle que cette évolution n'est pas dirigée contre les personnels civils, mais s'inscrit dans une dynamique de rationalisation du parc.

## 5) Projet CARTEC

L'EMA confirme que **CARTEC vise à alléger le fonctionnement RH** par une meilleure professionnalisation du recrutement civil.





Cependant pour UNSA Défense, **un risque de retard dans les recrutements** est reconnu si l'outil n'est pas calibré correctement.

## 6) Dynamique RH – Points spécifiques

- **DMAé** : Objectif affiché de **tendre vers 50 % d'agents civils** ; la place des apprentis doit être mieux valorisée (REO).
- **IMOMA** : Maintien des enveloppes actuelles malgré les besoins exprimés; il apparaît nécessaire de réaliser la réécriture des ETR et des fiches de poste.
- **Plan de recrutement 2025** : Plan en préparation ; décalage de 2 à 3 mois attendu à cause des restrictions sur le titre 2 (limitation des recrutements, priorisation des mobilités internes).
- **DRM** : Augmentation de la part civile souhaitée (359 postes identifiés) ; problème d'accès au télétravail pour les agents DRM confirmé.

## 7) EMA Petit Employeur (EMA PE)

- **Le maintien du niveau actuel d'effectifs est confirmé.**
- **L'expression des besoins** pour 2025 : 110 postes exprimés, mais seulement 59 ont été accordés.
- Travail en cours sur **la position RH** vis-à-vis de l'EMA PE et la remontée des premiers besoins via NESPR.
- **Indicateurs RH** : Suivi CISAF, volumes d'entrées/sorties d'agents.

## 8) Questions diverses

- **Dialogue social** : Calendrier à préciser pour les GT et prochaines réunions.
- **Réorganisation BbD / CICOs** : Cartographie figée jusqu'aux élections de 2026 ; maintien des comités de Bassin.
- **Bureau RH CICOs** : Bureau jugé sous-dimensionné ; renforcement prévu avec la création d'un chef de bureau Politique Ministérielle et Stratégie RH.
- **Accès des PC aux postes de COM Bassin** : Demande de facilitation de cet accès.





## CONCLUSION :

---

L'UNSA Défense rappelle son engagement à défendre les intérêts des agents et insiste sur l'importance de communiquer régulièrement sur l'évolution des dossiers.

La question clé reste de savoir si l'EMA et la DRH-MD apporteront des réponses précises et des engagements fermes dans les prochaines réunions.

### Engagements Pris par l'Administration :

- **Suivi des transformations RH** avec un dialogue social renforcé.
- **Finalisation des textes pour les PCRL**, avec anticipation des indemnisations et reclassements.
- **Accompagnement des BdD** dans leur réorganisation pour éviter des conséquences négatives sur les agents.
- **Négociations budgétaires en cours** pour assurer le financement des transformations et des recrutements.

La séance est levée après un dernier échange où chaque organisation syndicale a pu exprimer ses **remarques et attentes** pour les prochains comités.

